



Passerelles Synthèse

Bimensuel africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 13· Numéro 1, 18 janvier 2012

LIGNE DE FOND.....	1
Programme de Doha pour le développement : peut-on encore y croire ?.....	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	3
Accord sur les marchés publics : étape décisive ..	3
PMA et accès aux marchés des services: dérogation de l'OMC	4
SUR LE FIL.....	5
La Russie, le Monténégro, Vanuatu et les Samoa rejoignent l'OMC	5
NOUVELLES REGIONALES	5
Le Cap Vert accède au Système généralisé de préférence de l'UE.....	5
EVÉNEMENTS.....	6
PUBLICATIONS	6

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane Dieye, Responsable de Publication : Bathie Ciss, Rédactrice : Aissatou Diallo, Stagiaire : Alexandre Gomis

Equipe éditoriale d'ICTSD :

Editeur et Directeur: Ricardo Melendez-Ortiz ; Editeur en chef: A. Crosby, Gestion des publications : A. Aziz; Editrice en charge: K. Guddoy et assistant : S. Pelletier
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Programme de Doha pour le développement : peut-on encore y croire ?

Depuis la signature de l'accord de Marrakech, aucun autre accord commercial multilatéral n'a depuis été conclu entre les états membres de l'OMC.

Après l'échec de Seattle en 1999, les états membres de l'OMC avaient lancé en novembre 2001 au Qatar un nouveau cycle, communément appelé programme de Doha pour le développement. Plus de 10 ans après, les négociations n'ont toujours pas donné de résultats significatifs.

La dernière conférence ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue à Genève du 14 au 17 décembre 2011, n'a pas permis d'obtenir un consensus sur des questions centrales, telles que l'agriculture ou les produits industriels, mettant en lumière les divergences importantes entre les différentes parties.

Au cours de cette ministérielle, concernant Doha, les différents pays membres se sont limités à réaffirmer leurs priorités et à exprimer leur volonté de continuer les négociations. Chacun reste figé sur ses intérêts nationaux tout en voulant sauver la face sur la scène internationale. Cela dit, personne n'est encore prêt à déclarer publiquement que Doha est mort. «Tous les ministres vous diront qu'ils veulent conclure le cycle, aucun ne dira qu'il est fatigué et qu'il veut abandonner» avait déclaré à la presse le directeur

général de l'OMC Pascal Lamy. Mais aucun acte n'est posé pour la réalisation de cet objectif. Les divergences entre pays industrialisés et pays émergents sont restées entières au terme des trois jours de débats qui ont animé la conférence ministérielle de Genève.

La tentation protectionniste, de plus en plus répandue en cette période de ralentissement économique, a notamment fait l'objet de vives critiques. La plupart des participants à la ministérielle a en effet dénoncé, chiffres à l'appui, le nombre croissant de mesures protectionnistes initiées par divers pays, et ce malgré leur promesse de s'en abstenir. En 2011, de telles mesures se sont présentées à 340 reprises, contre 220 en 2010. Selon Pascal Lamy, le protectionnisme pourrait coûter 800 milliards de dollars à l'économie mondiale.

Il n'existe pas de consensus non plus pour attaquer de front les sujets nouveaux au sein de l'OMC, tels que le climat, l'énergie, la sécurité alimentaire, les taux de change et la concurrence. M. Aganga, président de la conférence ministérielle de Genève de décembre 2011, a déclaré lors de la session de clôture que certains ministres avaient « exprimé des réserves » sur la perspective d'engager des négociations sur d'autres sujets, en raison de préoccupations quant à « l'éventualité que ces questions soient traitées de façon sélective ou que l'attention se retrouve détournée des questions non résolues dans les négociations du CCD. » De nombreux ministres préféreraient au contraire que toute nouvelle question soit portée devant les comités de l'OMC, « conformément à leurs règles et procédures habituelles et dans le cadre de leurs mandats respectifs, » a ajouté le président de la conférence.

Pendant que les négociations sur Doha patinent et n'en finissent plus, on assiste à la multiplication d'accords bilatéraux et régionaux de libre-échange. Cette tentative de contournement du système de l'OMC porte un coup sévère à la cohérence du système commercial.

Il semble que l'OMC soit aujourd'hui incapable de sortir Doha d'une impasse évidente, et le cycle d'élection qui s'ouvre en 2012 dans de nombreux pays vient s'ajouter aux difficultés. Certaines grandes économies, comme les Etats-Unis, ne pourront guère opter pour une plus grande flexibilité à l'égard du cycle de Doha.

Faut-il envisager d'abandonner Doha ?

Une telle question transparait dans la plupart des discours lors de la dernière conférence ministérielle. Malgré tout, toutes les délégations ont montré leur détermination à poursuivre les négociations, afin de parvenir à un accord.

Tout compte fait, l'OMC devrait saisir l'occasion de cet échec pour recentrer son attention sur des sujets qu'elle a négligé, à commencer par la sécurité alimentaire, ainsi que d'autres questions sur lesquelles il n'y a pas encore de consensus, telles que le climat, l'énergie, les taux de change et la concurrence, et qui sont pourtant au cœur des problématiques de notre époque. Le système commercial devrait par exemple être à même de protéger les petits paysans contre une hausse soudaine des importations ou une chute brutale des prix sur les marchés internationaux. En matière de santé, les pays les plus pauvres devraient obtenir une exception à l'obligation de breveter les médicaments à partir de 2016. Et il faudrait également améliorer le mécanisme permettant à ceux qui ne produisent pas de génériques de les importer.

Les valeurs du multilatéralisme restent importantes et doivent encore mobiliser les énergies. Telle est la conviction de Pascal Lamy. Lors de l'ouverture de la conférence ministérielle, le directeur général de l'OMC a appelé les Membres à « défendre les valeurs du multilatéralisme » et demandé que les principaux acteurs fassent « preuve de leadership et de courage politique pour agir ensemble en faveur de la poursuite de l'ouverture et des réformes commerciales. » Il faudrait aussi, selon Lamy, « accorder une place centrale aux intérêts et aux

besoins des pays en développement et en particulier des pays les plus pauvres ».

Source : OMC, [Pour M. Lamy, il faut « défendre les valeurs du multilatéralisme »](#)

Voir mises à jour détaillées sur la Conférence Ministérielle de l'OMC à Genève : [Passerelles – Mise à jour Genève 2011](#)

NOUVELLES DE L'OMC

Accord sur les marchés publics : étape décisive

Après 10 ans de pourparlers, une étape décisive a été franchie juste avant le début de la huitième Conférence ministérielle de l'OMC à Genève qui s'est tenue du 15 au 17 décembre dernier. En effet les ministres des 42 pays engagés dans les négociations portant sur une refonte de l'accord sur les marchés publics (AMP) ont conclu leurs discussions. Ils se sont accordés sur une vaste réforme de l'accord sur les marchés publics. Cet accord élargi donnera à l'économie mondiale une impulsion bien nécessaire, puisqu'il s'appliquera à de nombreux secteurs économiques, à savoir les fournisseurs d'infrastructure, de transports publics, d'équipements hospitaliers et de nombreux autres services gouvernementaux. De nombreux observateurs s'accordent à dire que de nouvelles règles plus simples et plus transparentes sont nécessaires pour contribuer à la lutte contre la corruption et le protectionnisme caché, et faciliter l'accès d'autres parties. L'accord révisé doit également permettre l'accélération de l'adhésion d'autres pays. Cet accord permettra un élargissement substantiel de la libéralisation des marchés publics, puisqu'il ajoute 100 milliards au 500 milliards de dollars déjà couverts par le précédent accord. Globalement, les marchés publics dans la plupart des pays représenteraient entre 15 et 20 % du PIB. Le directeur général de l'OMC Pascal Lamy a parlé d'accord « historique ».

La conclusion de cet accord en négociation depuis plusieurs années avait été entravée par les désaccords entre l'UE, les Etats-Unis et le Japon. Le compromis entre l'UE et le Japon sur la question du système ferroviaire nippon a finalement permis d'avancer sur l'accord.

L'AMP ainsi élargi permettra d'étendre aux sociétés étrangères l'accès aux marchés publics lorsqu'il sera signé, en avril 2012.

Malgré le fait que « tout le monde n'a pas obtenu exactement ce qu'il voulait », comme l'a laissé entendre le président du comité des marchés publics Nicholas Niggli, cet accord constitue, pour le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht, une réponse pertinente aux critiques visant l'impasse des négociations multilatérales de Doha au sein de l'OMC.

Avec un même enthousiasme, Michel Barnier, chargé du marché intérieur de l'UE, salue les avancées de l'accord, qui promet des conditions d'accès aux différents marchés plus équitables au niveau mondial, en renforçant l'ouverture des marchés. Ainsi, les entreprises de l'UE auront la possibilité de remporter des marchés publics dans les provinces et territoires du Canada. Il en est de même pour de nombreux autres adjudicateurs publics en Corée, en Israël et dans d'autres États. Désormais, les services du bâtiment sont également compris dans l'AMP, ce qui offre une multitude de nouvelles opportunités commerciales.

La Chine, tout comme huit autres membres de l'OMC, ont entamé les processus pour parvenir à une adhésion à l'accord, a déclaré Pascal Lamy dans un communiqué. Si la Chine s'est dite prête à ouvrir ses marchés à d'autres membres de l'accord, les gouvernements n'ont toutefois pas encore accepté l'entrée de Pékin dans l'AMP. Les Etats-Unis s'y opposent tout particulièrement, estimant que l'offre de la Chine est trop maigre pour être considérée. Le représentant américain au Commerce Ron Kirk a invité « la Chine à couvrir les entreprises publiques, et les services et entités

sous-centrales, réduire ses seuils pour la taille des contrats couverts et abolir d'autres exclusions ». Il a ajouté que, si la Chine a fait des efforts considérables depuis qu'elle a entamé les négociations pour adhérer à l'AMP il y a quatre ans, cela ne suffit pas. La Chine n'est pour autant pas la seule grande économie à être hors de l'accord: aucun BRIC n'en fait encore partie.

Sources : Europolitique, [Nouvel accord sur les marchés publics conclu à l'OMC](#)

Passerelles mise à jour Genève 2011, [Un accord sur les marchés publics marque le début de la Conférence ministérielle de l'OMC](#)

Voir les mises à jour détaillées sur la Conférence Ministérielle de l'OMC à Genève : [Passerelles – Mise à jour Genève 2011](#)

PMA et accès aux marchés des services: dérogation de l'OMC

Plusieurs observateurs ainsi que certaines délégations officielles attendaient la conclusion d'un paquet PMA comme résultat de la dernière conférence ministérielle de l'OMC. Mais après les trois jours de réunion, l'idée d'un paquet développement spécifique aux PMA n'a finalement pas pu être matérialisée. Ces derniers héritent toutefois d'une dérogation autorisant les membres qui le souhaitent d'accorder aux PMA un accès élargi à leurs marchés de services, même si cela constitue une infraction au principe de la nation la plus favorisée.

Cette dérogation, approuvée par les ministres des commerce à Genève, sera en vigueur pendant 15 ans, et s'appuiera d'une part sur certaines dispositions pertinentes de l'OMC – l'article IX de l'Accord de Marrakech ou l'article II de l'Accord général sur le commerce des services – mais aussi sur les grands principes qui structurent les objectifs millénaire pour le développement, qui encourage « de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, en particulier les

moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique ». La dérogation autorise ainsi les 31 pays PMA membres de l'OMC à bénéficier d'un traitement préférentiel afin de promouvoir leurs échanges commerciaux dans les services. Cet accord, bien que faisant figure de dérogation à l'un des principes de l'accord de l'OMC sur les services, qui prévoit que chaque membre accordera un traitement non discriminatoire aux services et aux fournisseurs de services des autres Membres (article II de l'AGCS), se justifie notamment par la situation économique particulière des PMA et leurs besoins en termes de développement, de commerce et de finances, qui constituent des circonstances exceptionnelles selon l'OMC. Les ministres ont rappelé dans leur déclaration que « la décision de 1979 sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement », mais aussi « la décision de 1994 sur les mesures en faveur des pays les moins avancés ainsi que la décision de 1999 sur les préférences tarifaires en faveur des pays les moins avancés » autorise valablement une différenciation dans l'application des principes. Cela d'autant plus que les PMA sont en situation d'extrême vulnérabilité, notamment dans le domaine des services.

Une telle dérogation peut être salutaire, mais le commerce des services fait face à beaucoup d'autres défis au sein des PMA. Malgré une importance capitale et la part importante des services dans le commerce de ces pays, il est important de signaler que peu de PMA et même de PED peuvent prétendre à véritablement maîtriser les questions liées ce secteur, en termes de croissance, de dynamique et d'orientation notamment. Par exemple, la plupart des PMA ne disposent pas de statistiques sûres et fiables rendant compte de la situation dans les services. C'est pourquoi, plusieurs de ces pays, dans le cadre des ACR (accords commerciaux régionaux),

refusent de s'engager plus en avant dans des accords en lien avec le commerce des services. L'Afrique de l'Ouest, qui est composé pour l'essentiel de PMA a, par exemple, demandé une clause de rendez-vous dans ce domaine. Ce qui lui permettra de disposer de suffisamment de temps pour mieux développer ses compétences et maîtriser les enjeux liés à ce secteur.

Sources : OMC, [Les Ministres de l'OMC adoptent une dérogation autorisant le traitement préférentiel des fournisseurs de services des PMA.](#)

Voir mises à jour détaillées sur la Conférence Ministérielle de l'OMC à Genève: [Passerelles – Mise à jour Genève 2011](#)

SUR LE FIL

La Russie, le Monténégro, Vanuatu et les Samoa rejoignent l'OMC

L'OMC a donné son ultime feu vert, vendredi 16 décembre, à l'adhésion de la Russie, après dix-huit ans de négociations. Cet événement « va profiter à la fois à la Russie et à ses futurs partenaires » commerciaux, a affirmé le président russe Dimitri Medvedev, dans un message de remerciements aux pays membres de l'OMC. Conscient du fait que cette adhésion a lieu durant une période cruciale pour l'économie mondiale, le président russe n'a pas manqué de souligner la nécessité pour les états de continuer à libéraliser l'économie basée sur un système de règles « uniformes et claires ». « Il faut développer un système commercial juste et efficace et renforcer les institutions multilatérales internationales », a-t-il préconisé. Cette adhésion doit à présent être ratifiée par la Douma (le Parlement russe), dans un délai de six mois. Une fois cette ratification entérinée, la Russie disposera ensuite d'un nouveau délai de trente jours pour devenir membre à part entière de l'OMC. Selon le chef de la délégation russe chargée des négociations

d'adhésion, Maxim Medvedkov, la ratification devrait intervenir au début de cette année 2012.

Pour rappel, la Russie a déposé sa candidature en 1993 (aucun pays n'a négocié aussi longtemps à ce jour que la Russie pour entrer dans l'OMC), mais le processus avait été stoppé à la suite des fortes tensions avec la Géorgie. Les discussions avaient toutefois repris ces derniers mois, à la faveur d'un réchauffement des relations entre Moscou et Washington, après l'arrivée du président Barack Obama au pouvoir. Au total, la Russie a conclu 39 accords bilatéraux pour garantir l'accès aux services, et 57 pour l'accès aux biens, afin d'obtenir le feu vert des pays membres de l'OMC.

D'autres pays ont également rejoint l'organisation : il s'agit des Samoa, du Monténégro et du Vanuatu. Ces pays espèrent que leur adhésion à l'OMC aura des retombées positives sur leur économie respective, mais leur apportera également de la visibilité dans leurs futures négociations commerciales.

Sources : OMC, [Conférence ministérielle : Jour 3](#)

Le Figaro, [L'OMC approuve l'adhésion de la Russie](#)

Voir mises à jour détaillées sur la Conférence Ministérielle : [Passerelles – Mise à jour Genève 2011](#)

NOUVELLES REGIONALES

Le Cap Vert accède au système généralisé de préférence de l'UE

Le Cap Vert est sorti de la catégorie des PMA depuis en 2008. De ce fait, il a perdu les avantages que lui offrait l'initiative Tous sauf les armes (TSA), puisque la dérogation qu'il avait signé avec l'UE est arrivée à terme le 31 décembre 2011. Mais ce n'est pas pour autant qu'il perdra l'accès préférentiel au marché de l'UE. En effet, il va bénéficier du Système généralisé de préférence

plus (SGP +). Ce système permet aux bénéficiaires (en général les pays qui ne sont pas PMA et qui n'ont pas d'accord de partenariat économique avec l'UE) de pouvoir accéder au marché de l'UE en respectant un certain nombre de conditions, telles que l'engagement au développement durable et l'engagement à la bonne gouvernance et au respect des droits humains. Ce nouveau régime SGP dénommé SGP + a été adopté par l'UE en Avril 2005, élargissant la gamme de produits devant être compris dans le système de préférence.

Le Cap Vert, qui ne peut plus bénéficier de l'initiative TSA, tombe donc sous le régime du SGP +, qui est plus avantageux que l'ancienne version du SGP.

Toutefois, SGP+ n'offre pas les garanties de prévisibilité des conventions contractuelles. Il ne peut non plus être la base fondamentale d'un partenariat durable. De plus, il concerne tous les pays en développement, mettant ainsi son bénéficiaire dans une concurrence avec les autres PED. Quant au « + », il introduit un mécanisme de progressivité révisé ainsi qu'un régime d'échanges supplémentaire.

Ce régime commercial reste toutefois pour le Cap Vert, comme l'a souligné Karel De Gucht, Commissaire européen au Commerce, « de bonne augure pour le développement du pays ».

Il faut enfin rappeler que le Cap Vert devient le premier pays africain à bénéficier de ce régime SGP +.

Sources : [Commission Européenne](#)

Voir [numéro spécial d'Eclairage](#) sur le SPG (Juillet-Aout 2011)

Synthèse ENDA

EVÉNEMENTS

OMC

20 janvier, Sous-comité des pays les moins avancés

20 janvier, Organe de règlement des différends

30 Janvier, Conseil du commerce des marchandises

31 janvier, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

Hors OMC

16–18 janvier 2012, CNUCED, [réunion d'experts pluriannuelle sur les politiques de développement des entreprises et le renforcement des capacités pour la science, la technologie et l'innovation \(quatrième session\)](#)

19-20 janvier, OCDE, [21^{ème} forum mondial sur la gestion de la dette publique](#)

23–24 janvier 2012, CNUCED, [forum mondial sur les produits de base](#)

25 janvier 2012, CNUCED, [réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement \(quatrième session\)](#)

PUBLICATIONS

CNUCED, [Manuel de Statistiques de la CNUCED 2011](#)

CNUCED, [Review of maritime transport 2011](#)

CNUCED, [Rapport 2011 sur les pays les moins avancés - Aperçu général](#)

CNUCED, [Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication](#)

OCDE, [Etudes sur la croissance verte : Alimentation et agriculture](#)